

STATUTS DE LA FTQ-CONSTRUCTION



**ADOPTÉS AU CONGRÈS
DES 3 ET 4 MAI 2011**

ARTICLE 1**NOM ET SIÈGE SOCIAL**

Nom

- 1) Cette Fédération composée exclusivement de syndicats locaux ou d'organismes affiliés à la FTQ est officiellement connue sous le nom de Fédération des travailleurs du Québec (FTQ-Construction),

(Ci-après appelée « La Fédération »).

- 2) Cette Fédération est aussi connue sous le nom de FTQ-Construction.

Siège social

- 3) La Fédération a son siège social à Montréal.
- 4) La Fédération peut détenir une charte du Département des métiers de la construction.

ARTICLE 2**BUTS ET POUVOIRS**

Buts

La Fédération poursuit les buts suivants :

Promouvoir les intérêts professionnels de ses affiliés et œuvrer à la promotion économique, sociale, culturelle et politique des travailleurs des métiers, spécialités, emplois ou occupations de la construction et des industries connexes dont les salariés travaillent à pied d'œuvre.

Surveiller la mise en application de toute législation pouvant affecter les travailleurs de l'industrie de la construction et ceux des industries connexes et faire valoir les intérêts de ces travailleurs dans toute législation les concernant directement ou indirectement.

Coordonner et encourager le travail de recrutement et d'organisation de ses affiliés.

Voir à la négociation, s'il y a lieu, des conventions collectives dans l'industrie de la construction selon le mandat qui lui est conféré par ses affiliés.

Établir et maintenir une structure provinciale et des structures régionales conformément au mandat qui lui est confié par ses affiliés.

Pratiquer un syndicalisme qui, tout en restant irréductiblement attaché au principe de la solidarité internationale des travailleurs, assume et fait siennes les particularités du Québec et les aspirations des travailleurs québécois.

Pouvoirs

La Fédération a tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des buts ci-dessus décrits conformément aux dispositions des présents statuts et règlements.

ARTICLE 3

JURIDICTION

Juridiction

La juridiction de la Fédération s'étend à l'ensemble du Québec.

La juridiction de la Fédération s'étend à toute entente qu'elle pourrait signer avec d'autres organismes syndicaux après avoir obtenu l'approbation, par vote majoritaire, de l'assemblée régulière des directeurs et représentants des locaux affiliés. Une section locale peut décider de se retirer de l'entente si elle le désire.

ARTICLE 4

LES MEMBRES

Affiliés

- 1) La Fédération est composée de syndicats locaux, de juridictions provinciales, régionales, canadiennes ou internationales dont la Fédération accepte des frais d'affiliation tel que prévu aux présents statuts.

À ce nombre s'ajoutent les syndicats qui s'affilieront dans l'avenir et qui satisferont les critères et conditions énoncés dans les paragraphes ci-après.

- 2) Les syndicats affiliés, pour être reconnues par la Fédération et maintenir leur affiliation, devront satisfaire aux exigences suivantes :
 - a) avoir une place d'affaires et leurs opérations au Québec;
 - b) être en règle avec la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec;

- c) respecter la juridiction des autres sections locales affiliées et par le fait même rembourser à tout syndicat affilié le montant des cotisations syndicales perçues pour la période au cours de laquelle ses membres ont effectué des travaux étant sous la juridiction d'une autre syndicat affilié; ne pas modifier sa propre juridiction de façon à ce qu'elle entre en conflit avec la juridiction des autres syndicats affiliés, et ce, à moins d'entente contraire avec les syndicats concernés;
- d) sous réserve du paragraphe 4 du présent article, ne pas solliciter ni marauder les membres des syndicats affiliés.

Ne sont pas considérées comme une sollicitation ou un maraudage, les démarches faites pour déterminer l'appartenance syndicale d'un salarié dans le cadre des règlements adoptés par la Fédération en vertu des présents statuts.

- 3) Les syndicats qui ne satisfont pas les conditions du présent article pourront être expulsées.
- 4) Pour être affilié à la Fédération, un syndicat de salariés devra en faire la demande, accompagnée de la signature d'au moins cinquante (50) salariés concernés. La Fédération pourra alors accepter la demande pour une période de trois (3) mois; après quoi, le syndicat demandant l'affiliation devra démontrer un degré de représentativité de 50% ou plus des travailleurs de la ou des sections locales concernées, déjà affiliées, sans quoi l'affiliation ne sera plus reconnue.
- 5) Dans un cas de différend sur l'interprétation ou l'application des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, celui-ci est soumis à l'exécutif qui décide après avoir entendu les parties intéressées. Le syndicat visé par cette décision peut en appeler aux instances décisionnelles de la Fédération.

ARTICLE 5

DÉLÉGUÉS ET SUBSTITUTS

Délégués et substituts

Chaque affilié a droit à deux (2) délégués ou substituts pour les premier trois cents (300) membres et un (1) délégué ou substitut par tranche subséquente de trois cents (300) membres ou fraction simple de ce nombre.

Cependant, s'il y a plus d'un affilié pour le même métier, spécialité ou occupation, l'ensemble des heures travaillées sera additionné pour déterminer le nombre total de délégués ou substituts que les affiliés du même métier, spécialité ou occupation auront droit. Il est aussi entendu que chacun aura droit à au moins un (1) délégué ou substitut et si le nombre le justifie, les autres délégués ou substituts seront répartis à part égale en tenant compte du nombre de membres de chacun.

Membre en règle	Chaque délégué ou substitut doit être membre en règle de l'affilié qui le délègue.
Lettre de créance	Chaque délégué ou substitut sera porteur d'une lettre de créance dûment signée par les personnes autorisées.
Accréditation	Chaque délégué ou substitut doit présenter sa lettre de créance au Comité des lettres de créance pour être soumise au congrès.
Droit de vote	Chaque délégué ou substitut accrédité a le droit de siéger et de voter.

ARTICLE 6

CONGRÈS

Autorité	Le congrès est l'autorité suprême de la Fédération et les décisions sont prises à la majorité des voix sauf quand il est autrement prévu dans les statuts.
Intervalle	La Fédération tient son congrès tous les trois (3) ans entre le 15 mai et le 15 juin. Cependant, par résolution du comité exécutif, le tout entériné par l'assemblée des directeurs et des représentants, la tenue du congrès peut être retardée pour une période ne dépassant pas un (1) an.
Date et lieu	<p>Les jours et lieu de la tenue du congrès seront déterminés par le comité exécutif au moins soixante (60) jours à l'avance.</p> <p>Le président désignera les membres des différents comités au plus tard trente (30) jours à l'avance.</p>

Congrès spéciaux	Nonobstant ce qui précède, un congrès spécial peut être convoqué par l'exécutif ou par l'assemblée des directeurs et des représentants sur proposition adoptée par une majorité des deux tiers ($\frac{2}{3}$).
Lettre de créance des délégués et substituts	<p>Les lettres de créances des délégués ou des substituts doivent parvenir au secrétaire au plus tard quinze (15) jours précédant le début du congrès.</p> <p>Tout affilié désirant présenter des résolutions de nature générale ou amendant les statuts doit faire parvenir ses résolutions au comité des résolutions au plus tard quinze (15) jours précédant le début du congrès.</p>
Quorum	Le quorum se compose de 50% du nombre de délégués ou substituts appelés à siéger au congrès.
Règlements	Lors d'assemblées et de congrès, les règles de procédures énoncées à l'article 21 prévaudront à moins que le congrès en décide autrement.
Expulsion	Le congrès peut confirmer ou infirmer l'expulsion d'un affilié sur résolution adoptée par une majorité absolue.
Calcul des effectifs	<p>Les effectifs des affiliés de la Fédération, aux fins d'application des présents statuts, sont calculés de la façon suivante :</p> <p>Les heures travaillées par les membres de chaque affilié, au cours des douze (12) derniers mois précédant la décision de tenir un congrès et pour lesquelles la Fédération possède les bordereaux de précompte émis par la Commission de la construction du Québec, sont additionnées et divisées par douze (12). Le résultat est divisé de nouveau par 172, ce qui donne le nombre de membres sur lequel est basé le nombre de votes détenus par chaque affilié.</p>
Assemblée des directeurs et des représentants	Le nombre de votes détenus par chaque affilié est déterminé au cours du mois de janvier de chaque année de la même façon que pour le congrès.

**Affiliation à la Fédération
des travailleurs et
travailleuses du Québec**

La formule décrite à l'item « congrès » ci-dessus est utilisée, et ce, pour chaque mois d'affiliation.

ARTICLE 7

LES OFFICIERS

L'exécutif

Les membres de l'exécutif de la Fédération sont le président, quatre (4) vice-présidents, un secrétaire trésorier et un secrétaire.

Tout membre de l'exécutif doit être un permanent élu à titre de directeur ou directeur général d'un affilié de la Fédération et payé par cet affilié.

Dans certaines circonstances particulières, sujet à approbation du congrès, un permanent désigné par cet affilié peut être éligible à un poste de l'exécutif.

De plus, les candidats doivent être des délégués ou substituts dûment accrédités et ils seront élus au cours du congrès par la majorité des voix des délégués ou substituts admis à siéger et votant.

Il ne peut y avoir plus d'un officier venant de la même association ou du même métier, spécialité ou occupation.

En cas d'absence motivée, un candidat qui remplit les critères ci-haut énoncés, peut déposer sa candidature par procuration.

Syndics

Trois (3) syndics sont élus lors du congrès et ont pour fonction d'assurer la vérification des livres et registres comptables de la Fédération au moins une fois tous les quatre (4) mois. Ils font rapport par écrit à l'exécutif et à l'assemblée des directeurs et des représentants de leurs vérifications.

Mandat

Le mandat des officiers est de trois (3) ans. Cependant, si la tenue du congrès est retardée selon l'article 6, le mandat des officiers est prolongé d'autant.

Vacances

Toute vacance à un poste d'officier ou au poste de directeur général est comblée par l'exécutif, sujet à ratification par l'assemblée des directeurs et des représentants.

Mandataires	Les officiers sont d'office détenteurs des biens-fonds de la Fédération en qualité de mandataires de celle-ci. Ils n'ont pas le droit de vendre, céder ou grever ces biens-fonds sans avoir fait approuver une résolution à cet effet par le congrès ou l'assemblée des directeurs et des représentants.
Éligibilité	Chaque officier de la Fédération doit avoir travaillé cinq (5) ans dans la construction ou cinq (5) ans comme représentant syndical dans l'industrie de la construction.
Membre des comités	Tout délégué ou substitut appelé à siéger sur des comités de la Fédération doit satisfaire à la condition d'éligibilité ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 8

LE PRÉSIDENT

Fonctions	<p>Le président présidera aux assemblées de la Fédération et maintiendra l'ordre.</p> <p>Le président voit au respect des statuts et règlements de la Fédération.</p>
Pouvoirs	<p>Le président a le pouvoir seul d'interpréter les statuts et règlements de la Fédération.</p> <p>Le président a le pouvoir de nommer tous les membres des comités internes de la Fédération.</p> <p>Le président a le pouvoir de nommer les membres des différents comités externes de la Fédération sujet à ratification par l'assemblée des directeurs et des représentants.</p> <p>Le président a le pouvoir de convoquer les assemblées de la Fédération.</p> <p>Le président est de facto membre de tous les comités de la Fédération.</p> <p>Le président est de concert avec le secrétaire trésorier signataire de tous les documents de transaction financière de la Fédération.</p>

ARTICLE 9**LES VICE-PRÉSIDENTS**

Fonctions

À sa première séance suivant un congrès régulier, l'exécutif élit parmi les vice-présidents celui qui est habilité à remplacer le président en cas d'incapacité temporaire.

ARTICLE 10**LE SECRÉTAIRE TRÉSORIER**

Fonctions

Le secrétaire trésorier a la responsabilité des argents, de la comptabilité, des biens et effets de la Fédération, lesquels peuvent en tout temps faire l'objet d'une inspection de la part de l'exécutif.

Le trésorier soumet mensuellement à l'exécutif et à l'assemblée des directeurs et des représentants un compte-rendu des affaires financières de la Fédération.

Le trésorier signe de concert avec le président ou tout autre officier nommé à cette fin par l'exécutif, tous les documents de transaction financière de la Fédération.

Les signataires font l'objet d'une caution défrayée par la Fédération.

ARTICLE 11**LE SECRÉTAIRE**

Procès-verbaux

Le secrétaire est secrétaire de l'exécutif. Il doit recevoir toute correspondance et en faire part à l'exécutif. Il tient les procès-verbaux de l'exécutif et de l'assemblée des directeurs et des représentants. Il doit de plus faire parvenir aux affiliés copie des procès-verbaux de toutes les assemblées au plus tard sept (7) jours avant la prochaine assemblée.

Correspondance

Le secrétaire a la responsabilité de répondre à la correspondance reçue après consultation avec l'exécutif et de conserver copie des documents officiels se rapportant aux affaires de la Fédération.

ARTICLE 12**L'EXÉCUTIF**

Pouvoirs

Il prend les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des décisions et des instructions du congrès et de l'assemblée des directeurs et des représentants.

Réunions	L'exécutif doit se réunir au moins dix (10) fois par année. Une conférence téléphonique peut être considérée comme une réunion si aucun dirigeant ne s'y objecte.
Quorum Destitution	Le quorum de l'exécutif est de quatre (4) officiers. L'assemblée peut destituer tout officier qui s'est absenté lors de trois (3) réunions régulières consécutives de l'exécutif, à moins de raisons valables. De plus, tout officier peut être destitué par l'assemblée des directeurs et des représentants s'il ne remplit plus les conditions d'éligibilité ou s'il ne respecte pas les statuts et règlements de la Fédération.
Suspension	L'exécutif a le pouvoir de suspendre ou mettre sous supervision administrative tout affilié qui ne se conforme pas aux présents statuts et règlements de la Fédération. Telle décision est sujette à appel aux instances décisionnelles prévues aux présents statuts.

ARTICLE 13

AFFILIATION À LA FTQ

Affiliation

La Fédération doit verser à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec les taxes per capita établies pour assurer l'affiliation de ses affiliés pour tous leurs membres oeuvrant dans l'industrie de la construction. Il est entendu que ce montant sera prélevé des frais d'affiliation perçus par la Fédération de la part de ses affiliés.

ARTICLE 14

L'ASSEMBLÉE DES DIRECTEURS ET DES REPRÉSENTANTS

Composition

L'assemblée des directeurs et des représentants est composée de directeurs et représentants des affiliés. Le vote des directeurs, y compris celui qui préside, est au prorata des membres que chacun représente au sein de la Fédération selon l'article 5. En cas d'absence d'un directeur, l'affilié peut être représenté par un représentant ou un officier dûment autorisé par le directeur et il a les mêmes droits que ce dernier.

Le ou les représentants d'un affilié de la FTQ-Construction ont droit de proposer, appuyer et voter lors des assemblées des directeurs et représentants. Nonobstant le présent paragraphe, un affilié peut demander un vote basé sur la représentativité des affiliés tel que stipulé au paragraphe précédent, ladite procédure de vote aura prépondérance.

Pouvoirs

- a) L'assemblée des directeurs et des représentants dispose du pouvoir décisionnel entre les congrès pour voir à l'administration de la Fédération et à la réalisation des buts des présents statuts et règlements.
- b) Conformément à un avis de motion donné à l'assemblée précédente, l'assemblée des directeurs et des représentants peut, sur recommandation de l'exécutif, expulser un affilié qui ne se conforme pas aux présents statuts et aux règlements de la Fédération.

Assemblée

L'assemblée des directeurs et des représentants sera tenue au moins dix (10) fois par année, aux dates et lieux fixés par l'exécutif au cours du mois de septembre de chaque année pour l'année suivante.

Cependant, l'exécutif pourra convoquer des assemblées spéciales.

Les représentants nationaux ou internationaux dûment assignés à donner du service aux membres de leur syndicat pourront assister aux assemblées des directeurs et des représentants.

Quorum

Le quorum à l'assemblée des directeurs et des représentants se compose du nombre de directeurs représentant au moins 50% du total des votes de tous les affiliés.

ARTICLE 14-2

COMITÉ CONSULTATIF DES DIRECTEURS

Composition

Ce comité est composé du président et du directeur général de la Fédération et du directeur de chaque affilié.

Assemblée

Il se réunit au moins quatre (4) fois par année.

Pouvoir	Ce comité peut faire des recommandations à l'exécutif ou à l'assemblée des directeurs et des représentants sur les orientations et le fonctionnement de la Fédération.
----------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ARTICLE 15

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Élection et mandat	Le directeur général sera élu au congrès pour un mandat de trois (3) ans. Cependant, si la tenue du congrès est retardée selon l'article 6, son mandat est prolongé d'autant.
Éligibilité	Tout candidat au poste de directeur général doit être un délégué dûment accrédité d'un affilié et avoir travaillé cinq (5) ans dans la construction ou cinq (5) ans comme représentant syndical dans l'industrie de la construction.
Traitement et conditions	Son traitement et ses conditions de travail sont déterminés par l'exécutif.
Pouvoirs	<p>Le directeur général a la responsabilité des affaires de la Fédération. Il doit, en accord avec l'exécutif et l'assemblée des directeurs et des représentants, voir au bon fonctionnement de la Fédération en conformité avec les statuts et règlements.</p> <p>Il a la direction des employés de la Fédération. Il embauche, congédie, mute et met à pied le personnel mais seulement après accord avec l'exécutif. Le directeur général informe l'assemblée des directeurs et représentants.</p> <p>Il siège au Bureau de la FTQ. L'élection ou la nomination d'un directeur général révoque tout mandat antérieur.</p>
Délégué	Le directeur général est délégué d'office à tout congrès de la Fédération.

ARTICLE 16**CONDITIONS D’AFFILIATION**

Revenus et affiliation

Le montant d’affiliation à être prélevé mensuellement par la Commission de la construction du Québec (CCQ) en faveur de la Fédération est de 9% de la cotisation syndicale perçue par chacun des affiliés par la CCQ.

Modification

Conformément à un avis de motion déposé à l’assemblée précédente, le montant d’affiliation décrit ci-haut peut être modifié par une résolution présentée à l’assemblée des directeurs et des représentants, laquelle résolution doit être acceptée par au moins $\frac{2}{3}$ du total des votes que possèdent les directeurs présents et votants.

ARTICLE 17**COMITÉ DE BONNE ENTENTE**

But

Le but du comité de bonne entente est de développer et mettre sur pied les moyens d’action syndicale pour tout sujet d’intérêt général ou particulier en autant qu’ils ne contreviennent pas aux statuts de la Fédération.

Constitution

Il est loisible à chaque région du Québec de former un comité de bonne entente selon ses besoins, à l’intérieur de ses limites régionales.

Composition

Chaque section locale peut nommer une ou des personnes la représentant sur le comité de bonne entente.

Le comité de bonne entente nomme un responsable régional lequel agit comme président du comité.

Assemblée

Le comité de bonne entente se réunit selon ses besoins.

Une copie des procès-verbaux de chacune des rencontres est acheminée au directeur général et au président de la Fédération.

La Fédération n'est pas tenue de maintenir l'affiliation aux syndicats qui :

- 1) ne fournissent pas à leurs membres un minimum de services normaux;
- 2) négligent la défense des intérêts de leurs membres;
- 3) refusent de respecter les lois et règlements relatifs à l'industrie de la construction;
- 4) utilisent un langage abusif et diffamatoire envers la Fédération ou envers d'autres affiliés;
- 5) utilisent des informations internes pour inciter des membres à changer d'allégeance syndicale;
- 6) ne respectent pas les présents statuts et tout règlement qui en découle.

Les organismes ne satisfaisant pas à ces normes d'efficacité syndicale sont sujets aux sanctions prévues au dernier paragraphe de l'article 12.

Amendements

Les présents statuts peuvent être amendés lors d'un congrès régulier ou spécialement convoqué à cette fin et les amendements devront être acceptés par la majorité des délégués ou substituts présents.

Le congrès a le pouvoir d'adopter des règlements en vue de préciser, de compléter les présents statuts ainsi que pour établir des règles de fonctionnement dans la poursuite des buts de la Fédération apparaissant à l'article 2 des statuts.

L'exécutif de la Fédération peut présenter des résolutions pour amender les statuts ou pour toute autre raison.

Les membres d'un syndicat affilié sont ceux assignés par la Fédération. La Fédération a le pouvoir de changer cette assignation si des raisons valables le justifient tout en respectant la juridiction des affiliés.

À cette liste peuvent s'ajouter les salariés suivants :

- 1) les nouveaux salariés de la construction dont l'appartenance syndicale n'est pas litigieuse et contestée;
- 2) les salariés dont l'appartenance syndicale aurait été décidée par un organisme prévu par la Loi ou comité de la Fédération ayant pour but de départager les cas litigieux entre les syndicats affiliés, organisme ayant préalablement fait l'objet d'une réglementation spécifique en vertu des statuts de la Fédération.

Lors d'assemblées et de congrès de la Fédération, les règles de procédure suivantes prévaudront à moins que le congrès en décide autrement :

- 1) Le président ou, en son absence et à son invitation, un vice-président préside les séances des congrès réguliers et extraordinaires. En l'absence du président et de tout vice-président choisi par lui, le congrès s'élit un président de séance.
- 2) Le président donne la parole à tour de rôle aux délégués qui demandent la parole en respectant l'ordre dans lequel les délégués et les substituts demandent d'être entendus. Invité à prendre la parole par le président, le délégué ou le substitut s'identifie et identifie l'organisme qu'il représente.
- 3) L'intervention du délégué porte sur le sujet à l'étude et est d'une durée maximum de cinq (5) minutes, sauf pour la présentation d'une proposition, auquel cas l'intervention est d'une durée maximum de dix (10) minutes.

- 4) Un délégué ne peut intervenir une deuxième fois sur le même sujet avant que les autres délégués ou substituts désireux d'intervenir une première fois aient eu l'occasion de le faire.
- 5) Il n'est pas permis d'interrompre l'intervention d'un délégué, sauf pour relever une infraction aux règles de procédure.
- 6) Dans le cas où un délégué serait ainsi rappelé à l'ordre, il suspend son intervention jusqu'à ce que le président ait statué sur la présumée infraction et lui ait de nouveau donné la parole.
- 7) Dans le cas où un délégué persisterait à violer les règles de procédure, le président lui retire le droit de parole et soumet sa conduite au jugement du congrès. Le délégué est ensuite invité à s'expliquer puis à se retirer pendant que le congrès délibère et statue sur son cas.
- 8) Lorsque le congrès est saisi d'une proposition, le président demande : « Êtes-vous prêts pour le vote? » La proposition est mise aux voix immédiatement s'il n'y a pas débat, ou à l'épuisement du débat.
- 9) Chaque délégué ou substitut a droit à un vote. Le vote se prend à main levée, debout ou au scrutin secret. Un tiers ($\frac{1}{3}$) des délégués peuvent exiger un scrutin secret.
- 10) Deux (2) délégués peuvent en appeler d'une décision du président, qui demande alors au congrès : « Est-ce que les délégués maintiennent la décision du président? » Ce vote se prend sans débat préalable, sauf que le président peut expliquer sa décision.
- 11) À titre de délégué, le président peut voter sur toutes les propositions. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.
- 12) Lorsqu'un délégué pose la question préalable, toute discussion cesse immédiatement. Si la question préalable est adoptée, la proposition débattue est aussitôt mise en voix. Si la question préalable est rejetée, le débat reprend sur la proposition à l'étude.

- 13) Les comités compétents du congrès soumettent les résolutions aux délégués sous forme de rapports concluant à l'adoption, à la modification, à la fusion ou au rejet des résolutions. Ces rapports ne sont pas sujets à modifications de la part des délégués, sauf avec l'assentiment du comité. Les délégués peuvent adopter, rejeter ou renvoyer un rapport au comité pour un nouvel examen.
- 14) Un délégué ne peut proposer le renvoi d'une proposition après être intervenu dans le débat sur cette proposition.
- 15) Une motion de renvoi n'est pas sujette à discussion et elle est immédiatement mise aux voix.
- 16) Aucune motion autre que le renvoi, la question préalable ou l'ajournement n'est admissible durant un débat sur une proposition. Dans le cas du rejet d'une semblable motion, on ne peut en proposer une seconde de même nature sans que les faits nouveaux la justifient.
- 17) Une proposition de réviser une résolution déjà adoptée par le congrès ne peut être faite que par un délégué qui a voté avec la majorité sur cette résolution, à condition qu'un avis de motion ait été donné au congrès et que celui-ci l'ait appuyé aux deux tiers ($\frac{2}{3}$) des voix.
- 18) Une question de privilège ne peut être soulevée qu'après que le délégué dont les remarques soulèvent telle question de privilège ait terminé son intervention.
- 19) Dans tous les cas non prévus par ces règlements de procédure, les règles de procédures de Victor-Morin font autorité.